



NIGÉRIA : ÉVALUATION DES PROCESSUS APPLIQUÉS EN 2020 LORS DES CAMPAGNES DE DISTRIBUTION DE MII MENÉES DANS LE CONTEXTE DU COVID-19¹

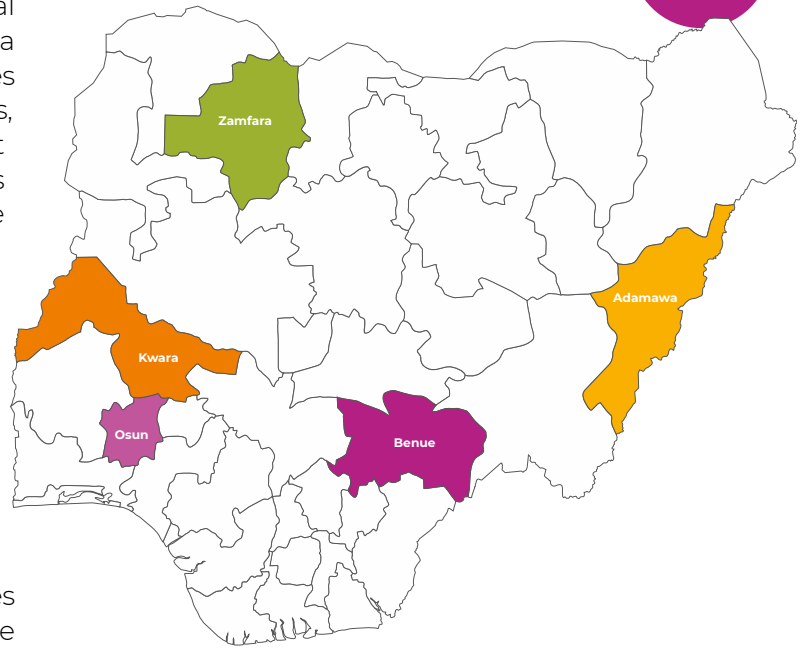
CRÉATION DE LA DEMANDE² ET COVID-19

AOÛT 2022



app | Alliance pour la
Prévention du Paludisme

Entre 2009 et 2021, le programme national d'éradication du paludisme (PNEP) du Nigéria a distribué plus de 212 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) dans tout le pays, ce qui a permis une baisse de la morbidité et de la mortalité liées au paludisme^{3,4}. Cinq États du Nigéria ont mis en place leur campagne de distribution de MII après le début de la pandémie de Covid-19. Le PNEP a œuvré, avec le soutien de l'Alliance pour la prévention du paludisme (APP), du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial)⁵, de l'Initiative du Président américain de lutte contre le paludisme (PMI)⁶ et d'autres partenaires d'exécution internationaux et nationaux, afin d'adapter au contexte du Covid-19 les stratégies et les activités prévues par les directives de mise en œuvre de la campagne de distribution de MII de 2019.



Pour optimiser la portée des activités de création de la demande, différents modes de communication ont été choisis au moment de la planification et de la mise en œuvre de la campagne de distribution massive de MII au Nigéria en 2020. Comme pour les campagnes de 2019, la mobilisation des organisations de la société civile a permis de faire en sorte que les États et les zones de gouvernement local adaptent les stratégies et les messages génériques destinés à créer de la demande à leur propre contexte. L'apparition de la pandémie de Covid-19 a obligé à réviser les modes de communication afin de limiter les contacts étroits entre les individus. Les adaptations ont principalement tourné autour de la diffusion de davantage de messages au moyen de médias de masse dans les zones urbaines, et de l'augmentation de la communication interpersonnelle sans contact, dont peuvent se charger par exemple les crieurs publics, dans les zones rurales.

Les organisations de la société civile ont mené des activités de mobilisation sociale à l'échelle des zones de gouvernement local et, dans

certains États, elles ont appliqué aux fins de suivi le nouvel outil de planification des actions pour le changement social et de comportement. Voici quelques exemples d'activités de création de la demande organisées :

- Respect des protocoles de prévention du Covid-19 lors des réunions visant à mobiliser les communautés et des visites aux responsables communautaires.
- Recrutement de crieurs publics chargés de faire des annonces avant et pendant la campagne afin de mobiliser les communautés : dans l'État de Kwara, les activités de suivi ont montré que, par rapport aux autres modes de communication, la plupart des membres de la communauté se souvenaient avoir entendu parler de la campagne par l'intermédiaire de crieurs publics.
- Invitation des responsables communautaires et des chefs religieux à mobiliser les membres de leur communauté et à diffuser les informations clés sur la campagne au moyen

1. L'évaluation des processus sera publiée dans son intégralité, y compris les détails des entretiens avec les informateurs clés et le questionnaire en ligne, sur le site Web de l'Alliance pour la prévention du paludisme : <https://allianceformalariaprevention.com>

2. Le terme « création de la demande » est utilisé au Nigéria alors que d'autres programmes nationaux de lutte contre le paludisme préfèrent « communication pour le changement social et de comportement ».

3. MEASURE Evaluation, National Malaria Elimination Programme and the President's Malaria Initiative. (2017). *Coverage of malaria interventions in Nigeria: Secondary analysis of data from national surveys*. Chapel Hill, Caroline du Nord, États-Unis : MEASURE Evaluation.

4. <https://www.severemalaria.org/pays/nigeria>

5. États bénéficiant d'un soutien du Fonds mondial : Adamawa, Kwara et Osun.

6. États bénéficiant d'un soutien de la PMI : Benue et Zamfara.



des structures communautaires existantes, par exemple les réunions de la communauté ou les services religieux.

- Incitation des responsables syndicaux et des formateurs en santé en milieu scolaire à mener des actions pour le changement social et de comportement à l'école.

En travaillant en étroite collaboration avec les responsables communautaires, les membres des comités de développement de quartiers et les membres d'organisations syndicales locales, et en appliquant les orientations en matière de changement social et de comportement, les organisations de la société civile ont été en mesure de « combler le fossé » entre l'État et les acteurs locaux. Il a néanmoins été souligné que certaines organisations de la société civile n'avaient pas communiqué le contenu des formations à leurs agents de terrain, aggravant ainsi le risque de mauvaise mise en œuvre des activités de changement social et de comportement prévues. Il est également apparu que les organisations de la société civile auraient pu bénéficier de formations plus poussées.

Les agents chargés de mobiliser les ménages ont également eu pour mission de tenir un discours d'« éducation sanitaire » lorsqu'ils faisaient du porte-à-porte pour la distribution en une seule phase. Pendant la période de planification, un grand guide de poche a été rédigé pour permettre aux agents chargés de la mobilisation de montrer aux ménages des images des comportements à adopter tout en respectant la distanciation physique. Dans

un État, il a été noté que la sous-utilisation du guide de poche, probablement en raison de son format, a brouillé la transmission des messages sanitaires. Il est également apparu dans ce même État que la mise en place de dialogues individuels pour la transmission de messages sanitaires était plus épuisante que les discussions de groupe, même si ces dialogues avaient l'avantage d'éliminer les rassemblements et donc de limiter l'exposition au Covid-19. Les États utilisant les technologies numériques ont fait savoir que le « déclencheur » poussant un agent chargé de mobiliser les ménages à transmettre des messages sanitaires était le rappel de l'importance de respecter la distanciation physique. Pour les distributions organisées dans des points fixes, les formateurs en santé se trouvant sur les lieux s'occupaient de l'éducation sanitaire, notamment par l'intermédiaire de démonstrations des modalités d'utilisation des MII selon le contexte local.

Le recours à la télévision et à la radio pour la diffusion de messages et de mélodies publicitaires, ainsi que pour des interviews et des émissions interactives avec des agents incontournables de la campagne, a permis de communiquer en toute sécurité les informations essentielles de la campagne dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. Certains États ont négocié du temps d'antenne gratuit auprès de différentes chaînes de télévision et stations de radio pendant leurs événements médiatiques et leurs réunions de sensibilisation, ce qui leur a permis d'augmenter le nombre de messages diffusés.

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE



Dans la plupart des États, les lancements des campagnes ont été adaptés au contexte du Covid-19. Ainsi, plusieurs campagnes au niveau des États ont été lancées

en ligne, le Covid-19 empêchant les grands rassemblements. Dans de nombreuses zones

de gouvernement local, la campagne a été lancée par la distribution symbolique de MII à certains ménages par les présidents de ces zones, ainsi que par des démonstrations de l'installation des MII afin de sensibiliser les participants aux modalités d'accrochage et d'utilisation des moustiquaires à domicile.

RESPONSABLES LOCAUX



Des rapports et des informateurs clés au niveau des États ont indiqué que des acteurs essentiels participaient à des visites de sensibilisation. L'APP a

toujours recommandé la tenue de réunions et d'ateliers de sensibilisation afin de garantir la cohérence des messages, de la stratégie et de la mise en œuvre, ainsi que pour ouvrir des possibilités de collaboration entre les acteurs. Néanmoins, dans le contexte du Covid-19, la sensibilisation sous la forme de visites individuelles peut permettre d'éviter les rassemblements et de respecter la distanciation physique. Les visites de sensibilisation à l'échelle des zones de gouvernement local ont été une réussite et ont permis d'avoir accès à des ressources financières, humaines et techniques. Les responsables au niveau des zones de gouvernement local et des communautés (notamment les présidents de zones de gouvernement local, les responsables communautaires et les chefs religieux, les responsables d'organisations de jeunesse et de femmes, les dirigeants associatifs, les associations de vendeuses de marché, les agences de sécurité, etc.) ont été mobilisés

par les organisations de la société civile et les équipes des zones de gouvernement local chargées de la création de la demande. Le fait de cibler ces groupes a permis :

- de diffuser des messages essentiels à leur communauté (notamment concernant la façon dont la campagne serait menée dans le contexte du Covid-19 et les mesures de prévention du Covid-19) ;
- de répondre aux inquiétudes des communautés, même si peu de données permettaient de connaître les préoccupations exactes auxquelles étaient confrontés les responsables des communautés, ou la façon dont ils pouvaient y faire face ;
- de mettre à disposition des ressources techniques et humaines. Par exemple, les chefs traditionnels de deux zones de gouvernement local de l'État d'Adamawa ont gratuitement proposé les services de 80 membres de groupes locaux d'autodéfense (personnel chargé de la sécurité) afin d'assurer la sécurité des MII et des dispositifs de collecte de données pendant leur transport.

GESTION DES RISQUES ET COMMUNICATION



Le PNEP et ses partenaires d'exécution ont élaboré une stratégie de communication de crise qui a été incluse dans le cadre de la formation au niveau des États pour

les campagnes de 2020. La stratégie a mis en lumière la participation des principales parties prenantes et la collaboration avec elles. Les entretiens avec les informateurs clés et l'examen des documents à disposition ont montré que les États réussissaient à mobiliser les principales parties prenantes et à collaborer avec elles en ce qui a trait à la gestion des risques et à la communication en cas de crise.

Dans certaines zones de l'État de Zamfara, définies comme des environnements opérationnels complexes, les responsables communautaires et les personnalités influentes en communication directe avec les « bandits » ont été ciblés et invités à des réunions de

mobilisation. D'autres États ont fait appel aux services de forces de sécurité, notamment à des groupes locaux d'autodéfense, lors des réunions de sensibilisation et de mobilisation. Cette stratégie a apparemment permis au personnel de campagne de négocier un accès sans danger aux communautés dans certaines zones de gouvernement local.

Dans l'État d'Osun, dans lequel une grande quantité de moustiquaires a été volée, le programme d'éradication du paludisme au niveau de l'État a pu profiter des premières réunions de sensibilisation avec les principales parties prenantes pour élaborer rapidement une réponse. Plusieurs grandes personnalités influentes de l'État ont été recrutées pour s'adresser aux groupes cibles dans des programmes télévisés et demander le retour des moustiquaires. Ces occasions ont également été saisies pour rectifier les fausses idées qui avaient causé le vol des moustiquaires.

INTÉGRATION DE LA COMMUNICATION SUR LE COVID-19



La communication sur le Covid-19 a été intégrée dans la mesure du possible aux messages diffusés dans le cadre de la campagne. Les communautés connaissaient

l'existence du Covid-19 grâce aux différentes activités de changement social et de comportement menées par les équipes d'intervention rapide contre le Covid-19, les organisations locales de la société civile ou les organisations non gouvernementales (ONG). Pour les campagnes de distribution de masse menées en 2020, les organisations de la société civile prenant part aux activités de création de la demande ont été formées à la prévention du Covid-19 ; il s'agissait d'un point essentiel du programme de formation.

Au cours des activités de mobilisation sociale, les communautés ont été informées des mesures spécifiques de prévention du Covid-19 appliquées pour réduire le risque d'exposition, notamment :

- l'annonce d'une date précise fixée pour la remise des moustiquaires (pour les points de distribution fixes) afin de limiter l'affluence dans les zones d'attente et de distribution ;
- l'exigence du port du masque et du respect de la distanciation physique dans les files d'attente pour accéder au point de distribution, au moment de la remise des moustiquaires ou lors de la distribution des moustiquaires en porte-à-porte ;
- le port du masque et le respect de la distanciation physique par le personnel prenant part à la campagne.

GESTION DES RUMEURS



Un plan de gestion des rumeurs a été mis sur pied au niveau central. Le plan de gestion des rumeurs pour les campagnes de distribution

de MII de 2020 a été mis à jour afin d'y inclure les rumeurs potentielles concernant le Covid-19, et ces questions ont également été incluses dans la formation à la création de la demande à l'échelle des États. .

LES ENSEIGNEMENTS RETENUS

Des rumeurs circulaient selon lesquelles il existerait un lien entre MII et Covid-19, les pauvres ne pourraient pas contracter le Covid-19 et les masques transmettraient la maladie. Il semblerait que ces rumeurs n'aient pas pris trop d'ampleur et qu'elles aient été rapidement et facilement démenties à l'échelle locale ou communautaire ; ainsi, un participant à un entretien avec les informateurs clés a déclaré : « les organisations de la société civile ont coupé court à toutes les rumeurs ».

D'après les entretiens, les réponses au questionnaire en ligne et les documents examinés, un certain nombre d'enseignements ont été tirés et sont susceptibles d'être utilisés à l'avenir. Il faut ainsi :

- Fournir aux zones de gouvernement local les ressources nécessaires pour adapter le lancement de leur campagne afin de garantir la mise en place de mesures de prévention appropriées dans le contexte du Covid-19 ou un contexte similaire. Il faut pour cela proposer différentes options pour un lancement sans danger ainsi que des lignes directrices claires sur la manière de mettre en œuvre ces lancements ; cela comprend des outils et du matériel essentiels comme des installations permettant de se laver les mains et des masques adaptés (selon ce qui a été déterminé pour les agents de campagne) pour les membres de la communauté assistant à la cérémonie. Il est également possible d'organiser des lancements de campagne en ligne ou hybrides (en présentiel/en ligne).
- Proposer des séances de formation plus complètes aux organisations de la société civile plutôt que des séances d'orientation. Adapter ces séances afin de garantir le respect des mesures de prévention des infections par le Covid-19.
- Missionner les organisations de la société civile pour qu'elles fassent en sorte que le contenu de la formation soit transmis aux agents de terrain, et que ces formations fassent l'objet d'un suivi pour garantir leur qualité.
- Renforcer la communication concernant la prévention du Covid-19 lors des activités de mobilisation des communautés afin d'améliorer le respect des mesures de prévention par les membres de la communauté.
- S'assurer que des EPI en quantité suffisante sont disponibles sur le terrain, notamment de la solution hydroalcoolique pour les agents de campagne et des installations permettant de se laver les mains sur les lieux où se tiennent les formations et les réunions communautaires, ainsi que sur les points de distribution fixes.
- Promouvoir le recours aux responsables communautaires pour faciliter les activités visant à créer de la demande, en particulier dans les environnements opérationnels complexes.



AMP CONTACTS

Pour participer a la conférence téléphonique hebdomadaire de l'AMP chaque mercredi à 10h00, heure de l'Est (16h00 CET), veuillez utiliser la ligne de réunion Zoom suivante :

<https://us06web.zoom.us/j/2367777867?pwd=allhZk9kQmcxMXNaWnRaNIJCUTQ3dz09>

Vous pouvez trouver votre numéro local pour rejoindre l'appel hebdomadaire :

<https://zoom.us/j/2367777867>

Pour être ajouté à la liste de distribution de l'AMP, veuillez visiter :

<https://allianceformalariaprevention.com/weekly-conference-call/signup-for-our-mailing-list/>

Pour contacter AMP ou rejoindre un groupe de travail AMP, veuillez envoyer un courriel électronique à : allianceformalariaprevention@gmail.com

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'AMP :

<https://allianceformalariaprevention.com>

Toutes les photographies (©) NMEP, Nigéria